

doit continuer de reposer simplement sur la crainte de l'anéantissement général. Cette ligne de conduite,—certaines gens disent que c'est avoir le sens de réalités mais, à mon avis, c'est un sens des réalités qui est fondé plutôt sur le désespoir,—n'est sans doute pas celle que les membres du comité ou la population du Canada voudraient nous voir adopter. À cette ligne de conduite,—qui peut être essentielle à l'heure actuelle, afin d'éviter la guerre,—on pourrait substituer une chose qui est encore plus permanente et en fin de compte plus satisfaisante, soit une ligne de conduite reposant sur la compréhension, la confiance et la collaboration mutuelles. J'espère que le Gouvernement canadien pourra jouer un rôle important dans la réalisation de cet objectif. Je suis aussi assuré que si le Canada réussit à jouer ce rôle, nous aurons l'appui non seulement de tous les membres de la Chambre, mais aussi de la population du Canada.

**M. Green:** Le ministre commentera-t-il la situation actuelle en Birmanie, qui semble très grave?

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur le président, je pense que j'ai signifié clairement au début de mes remarques que je commenterai volontiers au cours du débat, ou à la fin du débat, toutes les questions spéciales que les honorables députés pourraient soulever. Cependant, vu qu'on en a déjà soulevé une, je pourrais peut-être en dire quelques mots immédiatement, car je me rends compte que les journaux ont publié des manchettes passablement alarmantes. Selon les renseignements que nous avons pu obtenir,—et puisque les incidents se passent sur une frontière éloignée de Birmanie, il n'est pas facile d'obtenir des renseignements et de se prononcer d'une façon catégorique,—c'est que la nature de cette action des communistes chinois et le danger qu'elle comporte ont été passablement exagérés.

La frontière en question n'est pas bien définie. Elle a fait l'objet de disputes pendant plusieurs années, même avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement communiste à Pékin et il y avait eu de nombreux incidents de frontière semblables auparavant. Il est à souhaiter que celui-ci ne soit pas plus grave que les précédents; selon les renseignements que nous avons obtenus rien n'indique qu'il soit plus grave. Nous avons aussi appris, notamment par les journaux, que la Birmanie est en communication avec le gouvernement communiste chinois à ce sujet. On sait que le gouvernement birman a signé avec le gouvernement chinois un traité selon lequel chacun des deux gouvernements s'engage à respecter mutuellement l'intégrité territoriale de l'autre. Le gouvernement commu-

niste chinois aura là l'occasion de démontrer s'il respecte non seulement les frontières mais aussi ce traité, et dans le cas du gouvernement de Birmanie il pourra confirmer ou non la confiance qu'il a toujours eue dans un accord de ce genre entre un pays asiatique et le gouvernement communiste de la Chine.

**M. Diefenbaker:** Je suivrai l'exemple du ministre et je consacrerai moins de temps que d'habitude à la discussion des questions internationales car un comité a étudié longuement ces questions et s'est arrêté à divers sujets qui, autrement, devraient retenir notre attention en ce moment. Mes observations seront d'ordre général. Mes collègues discuteront les diverses questions au sujet desquelles ils veulent obtenir des renseignements.

Avant d'aller plus loin, un mot au sujet du président du comité des affaires extérieures. Je tiens à dire en toute sincérité que l'honorable député de Nicolet-Yamaska, le président du comité, a agi, tout le long des délibérations, avec dignité, courtoisie et justice envers tous les membres du comité. Je tiens aussi à féliciter mon honorable ami, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de son élévation au rang de l'un des trois sages du monde libre. J'aurais voulu qu'il appuie davantage sur l'œuvre de ce groupe en ce qui a trait à la réalisation des buts qu'il a exposés au cours des dernières minutes de son discours.

De fait, les observations qu'il a faites auraient pu être formulées il y a plusieurs mois. Pour une raison ou pour une autre, il n'a pas parlé longuement de deux dangers qui menacent le monde libre en ce moment. Un de ces dangers c'est l'attitude menaçante et autoritaire du général Nasser et, la continuation de l'infiltration par le communisme qui, ces jours derniers, a eu recours en Birmanie aux tactiques qu'il avait déjà utilisées dans d'autres parties du monde. Le ministre a mentionné les répercussions de la crainte d'une guerre à l'hydrogène. Sir Anthony Eden, premier ministre de Grande-Bretagne, dans le discours qu'il a prononcé sur les affaires extérieures il y a une semaine aujourd'hui, a parlé longuement des effets de cette crainte sur l'attitude psychologique des nations envers la guerre. Le ministre a dit que la crainte mutuelle de la guerre découle de la certitude d'une annihilation mutuelle. Autrement dit, la crainte d'une guerre thermonucléaire a rendu la paix populaire même chez les agresseurs russes. Le ministre a fait une réserve, cependant, quand il a dit que la protection contre les effets d'une guerre à l'hydrogène pourrait, assez prochainement, atténuer cette crainte. Je